

Scandale d'état pour 100 CFA

Nouvelle



Stépane Deffo Deffo
& Frédéric Marcelin

SCANDALE D'ETAT POUR 100 CFA.

Nouvelle.

Par Stéphane DEFFO DEFFO

Avec l'aimable participation de
Frédéri MARCELIN

Toute ressemblance avec des personnages ou des situations décrites dans cette nouvelle serait totalement fortuite. Elle n'est le fruit que de l'imagination des auteurs.

Scandale d'état pour 100 CFA.

Par un paisible mercredi soir, les gendarmes de la région du centre sont réunis dans la cour du secrétariat d'État à la défense. La levée des couleurs terminée, chaque gendarme regagne ses quartiers. Le maréchal des logis Doni Mascaro expert dans la formation des recrues, est convoqué au bureau du capitaine Aaron Lombo.

- Nous devons nous rendre sur le champ dans le NOSO, (*nord-ouest - sud-ouest, la région Anglophone en guerre depuis 2016*). Prévenez Oscar Balwa, il vient avec nous livrer du matériel militaire.

Les trois instructeurs prennent aussitôt la route. Un long parcourt les attend jusqu'à Boua. Doni Mascaro est parmi

les meilleurs de son domaine. Son professionnalisme l'a toujours démarqué de ses collègues. C'est un habitué des missions discrètes du haut commandement. Boua est une zone de guerre. Les trois gendarmes quittent La capitale dans la nuit du lundi 20 juin avec un convoi de trois voitures 4x4. Ils roulent pleins phares toute la nuit. Après plusieurs check points, ils arrivèrent le mardi à dix heures. La livraison effectuée Doni se rend chez le commandant faire signer le reçu de livraison du matériel militaire. Après les formalités d'usage, ces collègues et lui regagnent l'accueil. Ils ont besoin de trouver un lieu de repos avant de reprendre la route.

Ils se proposent d'aller visiter les soldats blessés rentrés du front. L'hôpital militaire est situé à l'autre bout du camp. La guerre y montre son visage habituel d'horreur. Des mutilés de toute sorte occupent des lits de fortune sur environ mille mètres carrés. Cela pue le sang et la mort, l'air est pesant, les plaintes et les gémissements des alités sont insupportables.

Les trois gendarmes étaient à mille lieues de s'y imaginer des massacres d'une telle ampleur.

La guerre au NOSO faisait des victimes aussi bien du côté des Ambouniens (*groupe sécessionniste qui réclame la création d'un état Ambounien*) que du côté des forces gouvernementales.

Doni est interpellé par un jeune gendarme amputé des deux jambes. Il s'approche et lui prend la main. Avec une voix agonisante, le jeune gendarme lui dit

- Mon frère s'il te plaît aide, moi,. Je m'appelle Afor, 33e bataillon BBR (bataillon blindé de reconnaissance) je

suis sans nouvelle de ma famille. Elle ignore que je suis blessé. S'il te plaît, informe ma famille. Elle est à Ladoua.

Le jeune homme blessé tousse et crache du sang. Doni essaye de le calmer, appelle un infirmier mais sans résultat. Ils sont tous trop occupés. Il lui donne un peu d'eau, et cela l'aide à se sentir un peu mieux. Le gendarme Afor se remet à parler avec difficulté.

- Mon frère, nous étions en reconnaissance vers Lobiam... Les agents de contacts qui devaient assurer la liaison ont merdé... Ils devaient nous donner des informations toutes les heures... Il faisait noir, et la radio ne marchait pas... C'est comme si, on nous avait livrés aux Ambouboys...

Il fait une pause, tousse à nouveau, Doni le fait boire.

- Au détour d'une colline, on a essuyé des tirs. Nous avons riposté... Ça canardait dans tous les coins... Nous étions en sous-effectif... Trois de mes potes sont morts sous mes yeux... Le piège se refermait sur moi... Alors j'ai couru... Je n'ai pas vu la mine... Deux heures plus tard un soutien est finalement arrivé... Les Ambouboys ont pris la fuite... Ici, nous sommes abandonnés à nous-même... Pas de soins ou si peu, rien pour soulager la douleur...

Afor se penche autant qu'il le peut vers Doni.

- Par pitié, informe ma famille, je te donne un numéro...

Au moment où il donne le numéro de téléphone de ses proches, un médecin arrive en gueulant...

- Foutez le camp vous autres, vous n'avez rien à faire ici, Dehors !

Ce qu'il venait de vivre l'avait bouleversé. Honneur et fidélité ! Foutaise. Les valeurs pour lesquelles il avait décidé de servir l'armée s'écroulaient. L'État n'est qu'un monstre froid qui consomme ses propres fils pour son seul bien être.

Malgré le couvre-feu il ne manque pas de lieux ou boire et trouver des putains. Enté eux les militaires les nomment Bunkers. Ils se retrouvent dans un de ces établissements pour bore quelques bières. Mais l'esprit de Doni est ailleurs, il repense aux victimes, allongées sur leurs grabats, et s'imagine à la place de ce pauvre soldat Afor, sans soutiens de sa famille, ni contact même téléphonique pour le soutenir dans l'épreuve. Ces acolytes observant son changement d'humeur, l'entraînent au dehors. Ils vont dormir, mais Doni sent une sourde colère monter en lui.

Le lendemain, en fin de matinée ils quittent le camp dans un blindé léger. Le chauffeur les dépose à Ladoua vers seize heures. De là, ils doivent prendre les transports interurbains pour se rendre à la capitale. C'est Oscar l'un de ses subordonnés propose de prendre un pot avant le départ. Les trois gendarmes s'installent dans un troquet, le " Rendez-vous Bar ". Après quelques bières, les trois gendarmes en civil se rendent à la gare routière. Le capitaine Aaron va prendre les billets à l'agence « Bon voyage » à la gare routière. Installés dans une salle d'attente. Ils s'apprêtent à emprunter le dernier bus en partance pour Yaoundé.

Après tout ce qu'ils avaient ingurgité leurs vessies criaient au secours. Doni lança :

- Hey Oscar ! Je dois donner de l'eau aux canards.

- Et moi je dois passer à la caisse.
- Et vous mon capitaine vous voulez soulager ?
- Non ça ira.

Les deux hommes se lèvent et se dirigent vers les toilettes.

Bien que les toilettes soient payantes, l'hygiène y est plus que douteuse, en fait le lieu d'aisances est parfaitement dégueulasse.

Fortement ballonnés par la bière, les deux gendarmes libèrent la pression vésicale. Au sortir des toilettes un type qui semble être le gardien du lieu leur réclame deux cent CFA,

- Pardon ?
- Le pipi c'est cent CFA par personne, rétorque le préposé.

Oscar courroucé lui lance une pièce de cent.

- C'est deux cent pour deux ! Et il bloque la sortie. Oscar le bouscule et sort. Doni en fait autant et rejoint Oscar. Très vite, ils se trouvent face à trois costauds qui les menacent. Ces derniers pensent que l'homme pipi a été agressé par des voyous.

- Doni dans le but d'apaiser tout le monde propose d'aller au bus chercher la pièce manquante.

- Pas d'entourloupe mec, tu paies de suite !

Oscar les nerfs à vif, bouscule un des trois costauds. Aussitôt, une bagarre éclate, elle dégénère rapidement l'alcool décuplant la violence. Oscar est sévèrement rossé mais repousse les assaillants et réussit à se relever à cet instant les agresseurs se déchaînent sur Doni qui tombe à terre, Il riposte comme il peut, tente de se protéger mais à

force de recevoir des coups, il n'a plus la force d'en donner et se replie en position fœtale.

Le plus grand des trois lui assène un coup violent à la tête avec un bout de bois qui traîne là.

Le coup lui est fatal. Les assaillants s'arrêtent de frapper et constatent que du sang lui coule des oreilles. C'est la débâcle sur l'esplanade des bus. Les trois brutes s'enfuient, les passagers crient, l'ambiance est chaotique. Le préposé aux latrines reste figé comme une statue. Oscar tente de relever Doni et crie pour appeler le capitaine. Quelques personnes osent s'approcher de Doni qui gît dans son sang.

- Il est mort déclare un homme penché sur lui.

Ne pouvant se résoudre à l'évidence Oscar dit d'appeler les secours.

Aaron qui est resté étranger à la rixe et voyant l'attroupement des badauds, sort du bus où il patientait et va rejoindre ses compagnons. Il est à mille lieues de s'imaginer le spectacle macabre qui l'attend. Il aperçoit un corps puis un t-shirt semblable à celui de Doni. Il écarte la foule et avance à grand pas. Il sort son arme et tire en l'air pour calmer la foule des curieux. Il constate son décès. Oscar est en état de choc.

- Que s'est-il passé ?

-... Oscar reste sans voix.

Aaron qui n'a pas perdu son sang-froid, fait évacuer les badauds avides de drame et de sang.

Les responsables de gare routière appellent la police.

Le commandant de région charge Soppi le commandant de compagnie de Ladoua de l'affaire.

- Monsieur Ozambang, êtes-vous bien le patron de l'agence Bon voyage ?
 - Oui commandant.
 - Où vous trouviez-vous lors des événements ?
 - Chez moi, avec ma famille.
 - Ce sont donc vos employés qui ont prévenu la police ?
 - Non, ce sont les agents de la gare routière.
 - Les toilettes sont celles de votre entreprise ?
 - Oui, mais je sous traite celles-ci à Monsieur Kawa de la société Clearwex, il est chargé de l'entretien des lieux.
 - Avez-vous un système de surveillance ?
 - Oui, depuis peu nous avons installé une vidéo, car il y a souvent des bagarres au départ ou à l'arrivée des autobus, rien que de voir les caméras cela calme les ardeurs.
 - Vous me fournirez les enregistrements ils seront versés au dossier comme pièces à conviction.
 - Je ne crois pas être dans l'obligation de vous les fournir, vous n'avez aucun mandat du procureur pour cela. Mon entreprise est présente dans tout le pays, je suis assez bien introduit auprès de la présidence, et je connais mes droits.
 - Fort bien, je vais de ce pas demander au procureur la saisie des vidéos. Vous avez un fax ?
 - Bien entendu.
- Le commandant Soppi téléphone au bureau du procureur pour demander un mandat, dans l'heure qui suit, le document arrive par fax à l'agence Bon voyage.
- Bien, Monsieur Ozambang, voici ce que vous exigiez, maintenant donnez-moi les enregistrements vidéo.
- Le patron des transports Bon voyage s'exécute de mauvaise grâce.

Dans le bureau du chef d'agence, se trouvent les deux employés de garde le soir du drame, Monsieur Ozambang, le commandant Soppi accompagné de deux gendarmes, et la personne chargée de la garde des toilettes.

La vidéo démarre. On y voit Boni et Oscar sortir des toilettes et être agressés par trois individus. Puis sur le terre-plein où se garent les bus on assiste à la rixe qui s'ensuit et on distingue clairement les trois voyous, et celui qui assène le coup fatal à Boni.

- Ces hommes sont-ils vos employés ?

- Non commandant, je ne les connais pas.

Le préposé aux toilettes et les deux employés présents font une drôle de tête, Soppi le remarque, mais ne dit mot.

- Merci, Monsieur Ozambang, je stocke les images dans cette clef USB, je vous remercie de votre coopération.

Le patron part vaquer à ses occupations et les gendarmes s'en vont. Arrivés à la gendarmerie, Soppi dit à ses subalternes d'aller chercher séance tenante les deux employés et le gardien des toilettes.

- Dites-moi, messieurs j'ai vu à vos mines déconfites lors de l'examen de la vidéo, que vous semblez connaître les trois malfaiteurs qui ont agressé mes hommes.

- C'est-à-dire Monsieur commandant, on ne les connaît pas vraiment...

- Sont-ce des collègues à vous, oui ou non ?

- C'est-à-dire...

- Quoi ?

- Si nous parlons Monsieur Ozambang va nous virer.

- Donc vous savez qui ils sont.

- Ce sont des employés de journée, nous, nous ne faisons que la soirée et la nuit.
 - Pourquoi s'en sont-ils pris aux deux gendarmes ?
 - Ils ne voulaient pas payer pour l'utilisation des toilettes.
 - D'une part vos toilettes sont absolument dégueulasses et c'est une honte que de vouloir faire payer leur utilisation, et d'autre part ils n'ont pas refusé de payer.
 - Ils étaient saouls Monsieur commandant, ils sont de mauvaises personnes et quand ils ont bu, ils sont pires.
 - Leurs noms s'il vous plaît monsieur toilettes sales !
 - Roméo, Orlando et Marc.
 - Au fait monsieur pipi caca, qui paye votre salaire ? Clearwex ou Bon Voyage ?
 - C'est Monsieur Ozambang qui me paie.
- Soppi donne l'ordre à son équipe d'aller arrêter les malfaiteurs. Ils ont fui leur domicile alors une chasse à l'homme s'engage pour retrouver ces trois individus.
- Pendant tout ce temps, le corps de Doni est emmené à la morgue.

L'affaire commence à se savoir. C'est un scandale, une onde de choc médiatique va amplifier l'affaire et à travers tout le pays ont dit qu'un gendarme a été assassiné pour cent CFA.

Le trio n'étant pas composé de très malins personnages ils sont assez vite interpellés et amenés au commandant Soppi.

- Vous êtes inculpés d'association de malfaiteurs, de coups et blessures ayant entraîné la mort, vous Roméo vous êtes de plus inculpé de meurtre. Êtes-vous des employés de Bon voyage ?

Les trois répondent oui.

- Reconnaissez-vous les faits qui vous sont attribués ?

Ils répondent oui également.

- Dans ce cas vous allez être incarcérés jusqu'à votre procès, et je ne donne pas cher de vos peaux, assassiner un gendarme sous prétexte qu'il n'a pas voulu payer pour uriner alors que c'est faux, vous allez en prendre pour votre grade.

D'autre part il inculpe Ozambang pour faux témoignage et entrave à l'enquête. Il est convoqué à la gendarmerie où on lui signifie sa mise en accusation. Il reste libre avec interdiction de quitter Ladoua. Le commandant Soppi est un exemple de probité parmi les gendarmes, une chose rare chez les hommes en tenue. Avant de quitter son bureau il établit son rapport, qu'il fait transmettre à son supérieur.

Vers dix-neuf heures il franchit le portail de sa maison, où il compte passer la soirée au calme avec sa famille. Alors que la maisonnée est à table le téléphone sonne.

- Commandant Soppi ?

- Lui-même.

- Général... Comment allez mon cher ?

- Mes respects mon général. Je vais fort bien.

- Vous avez mené bon train cette enquête sur le meurtre du maréchal des logis Boni, je vous en félicite.

- Merci mon général.

- Vous êtes un excellent élément, d'une honnêteté sans pareille. Il faudra que je parle pour vous d'une promotion au ministre de la défense et à celui de l'intérieur.

- Je ne fais que mon travail mon général, ni plus ni moins, et du mieux que je peux.
 - Cela vous honore mon cher. Dites-moi, j'ai parcouru votre rapport, bonne rédaction, claire. J'espère que le procès sera exemplaire... Toutefois...
 - Oui mon général...
 - Il me semble que la mise en accusation de Monsieur Ozambang est subsidiaire aux faits...
 - Tout à fait exact mon général, ce monsieur voulait se blanchir par rapport au fait que ce sont ses salariés qui ont commis le crime, et il désirait cacher cela. La plupart de ses employés étant des gens peu recommandables.
 - Certes... Il mérite d'être sermonné.
 - Absolument, c'est pourquoi je recommande une inculpation.
 - Certes... Mais je crois qu'il serait bon d'oublier ce petit Monsieur, votre rapport sera plus clair.
 - Vous me demandez de modifier mon texte en oubliant Ozambang... C'est vrai qu'il m'a parlé un certain moment de relations avec la présidence...
 - Je ne sais pas, peut-être... Mon cher pensez d'abord à vous-même, à votre famille si charmante, à vos beaux enfants qui ne demande qu'à grandir dans les bienfaits de notre république.
- Là Soppi se trouvait coincé, devait-il maintenir son rapport et se mettre à dos la hiérarchie, voire se voir rétrogradé ou envoyé dans une province déshéritée. Ou bien se couler dans le moule de la subordination et de la subordination afin de poursuivre sa carrière sans encombre.
- Très bien mon général, je vais faire en sorte de satisfaire.

- À la bonne heure, je vous savais un homme pragmatique et fidèle à son pays.

- Mes hommages mon général.

- Passez une bonne soirée comment Soppi, reposez-vous, à bientôt.

Soppi estimait avoir bien joué, en disant je vais faire en sorte de satisfaire, laissant une porte ouverte, satisfaire la hiérarchie corrompue ou satisfaire sa conscience, tout était encore possible.

Les menaces du général l'inquiétaient. Il redoutait que l'on s'en prenne à sa famille, directement ou indirectement. Il devait s'en ouvrir à son épouse et décider avec elle de la suite à donner à cette affaire qui risquait d'engendrer des conséquences désastreuses.

Sa femme comme lui-même étaient d'extraction plus que modeste, son intelligence lui avait permis de faire carrière dans la gendarmerie, et d'acquérir une position confortable. Ils étaient l'un et l'autre fort peu dépensiers, avaient suffisamment d'économie pour l'éducation de leurs deux garçons.

- Écoute Gisèle, si je me laisse faire, si je refais mon rapport, au mieux j'aurai toutes les chances de monter en grade, nous aurons plus d'argent, mais je devrais désormais me plier à toutes les volontés de la présidence. Je n'aurai plus aucune liberté d'action. Au pire ils me laisseront où je suis, me mutant dans quelque coin reculé, mais nous serons tranquilles. Sinon, si je vais jusqu'au bout de mon devoir, si je me respecte et n'accepte pas de compromission je crains pour notre sécurité et celle des enfants.

- Je t'ai toujours soutenu dans tes choix. Aujourd'hui est le pire jour de ma vie, une alternative pareille ne m'a jamais perturbée. J'aime ce que tu es, j'aime ta probité, ton courage, ta détermination, et là je te sens hésitant, en déséquilibre. C'est la première fois que je ressens cela. Si je veux agir en femme raisonnable et soucieuse de l'avenir, je dois te dire de te soumettre à ta hiérarchie. Cependant je te connais bien et si tu fais ça, jamais tu ne t'en remettras, au mieux comme tu dis tu seras distingué, mais tu ne pourras plus te regarder dans un miroir sans voir la noirceur au fond de ton âme.

- Alors... Que faire ?

- Je vais partir chez ma sœur en France avec les enfants, tu vires nos économies sur un compte que j'ouvrirai là-bas. Nous y serons en sécurité, toi fais ce que tu veux, ne te renie pas, je t'aime. Dès que tu sens le vent prendre une mauvaise direction rejoint nous.

- Je crois que tu as raison, fais les bagages et partez par le premier avion disponible, je ne peux pas faire traîner ma décision, ils attendent incessamment ma position dans l'affaire.

Le lendemain dans l'après-midi un avion s'envole vers la France avec Gisèle et les deux enfants. Le commandant Soppi regagne son bureau.

Il refait son rapport en ajoutant à son compte rendu concernant M. Ozambang, menace et intimidation à un officier de gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, et fait mettre l'individu en garde à vue.

Dans la foulée il s'arrange pour faire fuiter l'information à la presse, il y a toujours des oreilles indiscretes dans les

locaux de police ou de gendarmerie, ainsi que dans tous les offices publics. Il suffit de parler un peu fort, ou de passer l'information à une personne un peu trop bavarde. Du coup les médias déjà excités par le meurtre d'un agent des forces de l'ordre, se perdent en conjectures diverses et variées sur le nommé Ozambang.

Une journée se passe, la radio et la télé font du ramdam autour de l'affaire, la presse se déchaîne, autant contre Soppi qu'envers le chef d'agence Bon voyage.

Le téléphone sonne dans le bureau du commandant.

- Commandant, le général pour vous, ligne un.

Soppi décroche le combiné.

- Commandant, dois-je comprendre que je n'ai pas été suffisamment clair ?

- Mes respects mon général, Je vous ai dit que je ferai en sorte de satisfaire. He bien je satisfais à mon honnêteté.

- Commandant, une petite précision s'avère nécessaire, le ministre Nkongo est le principal actionnaire de l'entreprise Bon voyage, et ce monsieur n'a pas le sens de l'humour très développé. Si vous voulez foutre en l'air votre carrière et finir à la circulation il vous suffit de persister dans vos élucubrations.

- Vous m'en voyez navré mon général, mais il est hors de question que je change mon rapport pour épargner la réputation d'un ministre.

- Mais commandant, ce n'est pas une requête que je vous adresse, c'est un ordre !

- Très bien mon général, faites le moi parvenir par écrit et signé lisiblement.

- Vous vous foutez de ma gueule petit merdeux, obtempérez nom de Dieu !

- Mon général, l'affaire suit son cours, le dossier est chez le procureur, c'est à la justice de régler le problème, moi, j'ai fait mon travail, et n'ai rien à me reprocher.

- Vous êtes un con, je vais m'occuper personnellement de votre cas.

- Je vous en prie, mes respects mon général.

Et il raccroche avec un calme olympien. Dans la brigade tout le monde se regarde, ils ont entendu la conversation et les commentaires fusent.

Dans la soirée un haut gradé se présente à la brigade.

- Colonel Athanas, je désire parler au commandant Soppi.

Le planton de garde le conduit auprès de lui.

- Commandant, je veux sur ordre du général que vous libériez immédiatement le mit à vue Ozambang.

- Colonel avec tout le respect dû à votre grade, je n'en ai plus le pouvoir. Le dossier a été transmis au procureur et le susnommé n'est plus dans nos locaux mais à la maison d'arrêt en détention provisoire.

Le colonel perd son sang-froid et s'apprête à frapper son interlocuteur, le traitant de niaisex et de cancrelat. Il attrape une matraque avec l'intention apparente de s'en servir.

- Retrouvez vos esprits ou je vous ouvre le crâne con-nard !

- La fracture du crâne n'est pas l'ouverture de l'esprit, si j'en manque il ne viendra pas sous les coups.

Athanas jette la matraque au sol et sort en maugréant.

Soppi connaît bien le procureur Ramazani, il travaille souvent avec lui, et ils ont un idéal commun, celui

de la vérité et de la justice. Le procureur n'est pas en odeur de sainteté auprès des huiles du gouvernement. Trop de fois il a appuyé où cela fait mal, certains et pas des moindres lui en veulent d'avoir instruit des affaires où ils étaient mêlés, même indirectement.

-Bonjour Ramazani.

- Tiens, voilà l'emmerdeur de première, comment vas-tu ?

- Mal, je suis désolé de t'avoir refile un bébé avec les couches sales.

- Bah ! Ne t'en fais pas pour ça, j'ai l'habitude. Dis donc ça grenouille sec... Un journaliste a sorti que Nkongo le ministre des transports est quasiment le seul propriétaire de Bon voyage, et que par l'intermédiaire du PDG il emploie des gugusses peu recommandables. Il sous-entend même qu'il s'en sert quelquefois de nervis, pour intimider l'opposition.

- Cela ne m'étonne pas, le type Ozambang est loin d'être clair. Sais-tu s'il a un casier ?

- Non, je n'ai pas encore entendu le prévenu, j'attends que le greffe m'informe à ce sujet.

- Bon, écoute, le mec a voulu m'embourber et il m'a fait de l'épate avec un soi-disant contact avec la présidence. J'ai envoyé Gisèle et les gosses en Europe chez sa sœur. Moi je vais me tirer au Gabon, je ne suis pas tranquille, j'ai reçu plusieurs menaces et avec ces cons je me méfie.

- À ce point ?

- Oui, cette affaire pue la rance. As-tu une arme ?

- Non, pour quoi faire ?

- Pour ta protection, tiens en voilà une, garde-la sur toi, on ne sait jamais.

- Tu n'exagères pas un peu ?
- Je n'en sais rien, mais mieux vaut être prudent, ça ne m'étonnerait pas qu'ils te cherchent des poux dans la tête si tu poursuis le gazier. Bon, je file, direction Libreville, là-bas je prendrai un vol pour rejoindre Gisèle. J'y resterai le temps que ça se tasse après on verra.
- Ben ! Dis donc tu me laisses me débrouiller tout seul si je comprends bien ?
- Le dossier est bien ficelé, fais comme tu le sens. Peux-tu faire quelque chose pour moi ?
- Dis toujours.
- Lorsque nous étions en mission dans le NOSO, nous avons visité l'hôpital de campagne avec Doni Mascaro et Oscar Malawa. Nous avons promis au soldat Afor, 33e bataillon BBR, de prévenir sa famille, il est en piteux état, et avec tout ce qui vient de se passer, j'ai totalement omis de le faire.
- Je m'en occupe.
- Salut Ramazani.
- Au revoir commandant Soppi !

Quelques jours plus tard Monsieur Ozambang est sorti de sa cellule et conduit chez le procureur, accompagné de deux gendarmes.

- Monsieur, je vous en prie, asseyez-vous. Le prévenu prend place face à Ramazani.
- Monsieur, saviez-vous que vos trois employés avaient un sérieux casier judiciaire ?
- Non, Monsieur le procureur.
- Alors pourquoi avoir nié à la gendarmerie qu'ils étaient à votre service ?

- Je n'ai pas nié, j'ai dit que je ne les connaissais pas.
- Vous ne connaissez pas les gens qui travaillent pour vous, juste à côté de votre bureau ?
- Les employés, ça va ça vient, ils changent souvent, je ne peux pas tous les connaître, et ce n'est pas moi qui me charge des embauches.
- Pourquoi avoir refusé de monter les vidéos ?
- Je n'ai pas refusé, j'ai demandé s'il y avait un mandat pour ça, d'ailleurs il n'y en avait pas.
- Oui mais vous saviez que ce n'était qu'une question de temps, fort rapide d'ailleurs. Vous auriez satisfait le commandant Soppi, en collaborant immédiatement.
- Non, il m'en veut cet homme, il me déteste.
- Comment pouvait-il avoir une quelconque aversion contre quelqu'un qu'il n'avait jamais vu auparavant ?
- ...Je n'en sais rien.
- Et pourquoi tenter de l'intimider avec vos relations présidentielles ?
- Oh ! Ça, c'était une plaisanterie.
- Parlons un peu de votre de casier judiciaire, j'y ai lu que vous avez été condamné pour coup et blessure, et pour escroquerie.
- J'étais jeune, impulsif, c'était il y a longtemps. Quant à l'escroquerie, pardonnez-moi, mais c'était une injustice. Lorsque j'ai vendu la maison de mes parents, je ne savais pas qu'ils n'étaient pas propriétaires, qu'elle était construite sur le domaine public.
- Vous avez réponse à tout. Dites-moi, lorsque vous fûtes jugé pour coups et blessures, votre coaccusé était Roméo Banga, qui est aujourd'hui employé de jour dans votre entreprise, vous ne le connaissez toujours pas ?

- Je ne l'avais pas reconnu, nous avons vieilli.
 - En quinze ans on ne change pas beaucoup, surtout entre dix-huit et trente-trois ans.
 - Je vous ai dit que ce n'est pas moi qui recrute le personnel.
 - C'est dommage que vous n'ayez pas étudié le droit vous auriez fait un excellent avocat. Mais nous ne sommes pas au tribunal n'est-ce pas, nous instruisons, c'est tout pour le moment, gardes accompagnez cet innocent à la maison d'arrêt.
- Le lendemain Ramazani entend Roméo incarcéré après sa tentative de cavale.
- Monsieur Banga, depuis quand travaillez-vous à Bon voyage ?
 - Heu ! Six... Non sept ans je crois.
 - Qui vous a embauché ?
 - Rémi, pardi, il est le grand chef là-dedans, mais c'est mon pote.
 - Rémi, c'est Monsieur Ozambang ?
 - Ouais, on a fait les quatre cents coups ensemble, plus jeunes.
 - Vos deux acolytes Orlando et Marc, ils ont été engagés en même temps que vous ?
 - Non ils sont là depuis deux ans, c'est moi qui les ai recrutés, je les connais depuis longtemps.
 - Donc, vous êtes tous trois de service de jour pour vendre les billets aux voyageurs ?
 - Heu ! Oui... Enfin, c'est surtout Marc qui est au guichet.
 - Et avec Orlando, que faites-vous de vos journées, sans indiscretion ?

- On s'occupe des affaires de Rémy.
- C'est-à-dire ?
- Ben, ça, je ne peux pas en parler.
- Et pourquoi ?
-
- Bon, revenons à nos moutons, pour quelle raison avez-vous provoqué les gendarmes ?
- Ben, on ne savait pas que c'étaient des gendarmes. On avait bien éclusé tous les trois, on sortait des chiottes, et quand ils sont sortis eux autres, on les a un peu bousculés juste pour rire.
- C'est donc pour rire que vous avez assassiné à grands coups de bâton un homme déjà tombé à terre.
- Je n'étais plus moi-même, j'étais emporté par l'action, je n'ai pas pu m'arrêter, je suis désolé Monsieur le procureur.
- Vous reconnaissez les faits ?
- Oui.
- Bien. Je vous inculpe pour coups et blessures ayant entraîné la mort. Votre pote Marc est inculqué pour complicité et non-assistance à personne en danger.
- Gendarmes, débarrassez-moi de cet imbécile.
- Greffier, demandez un complément d'enquête, je veux savoir en quoi consistent les affaires d'Ozambang en sus du transport.

La semaine suivante Ramazani est convoqué au ministère de la justice, Il y va régulièrement pour rendre compte des procédures en cours. Il est reçu par le chef de cabinet.

- Bonjour procureur.

(Tiens, se dit-il, d'habitude il se lève pour me serrer la main et me donne du cher Ramazani)

- Mes respects Monsieur le chef de cabinet. Comment se porte le ministre ?

- Il va bien. À propos du meurtre du gendarme, il serait bon que vous vous en teniez exclusivement au fait. Oubliez Monsieur Ozambang, une simple inculpation d'obstruction me semble de bon aloi. Il écope d'une peine avec sursis et on en parle plus.

- C'est-à-dire que je soupçonne cet homme d'un trafic illicite, ses deux hommes de main, Roméo et Orlando font autre chose que la surveillance des locaux et la vente des titres de transport. C'est pour cela que j'ai demandé un complément d'enquête.

- Je suis au courant, laissez tomber, cela ne vous concerne pas. Contentez-vous d'instruire seulement le décès du gendarme. On connaît en haut lieu votre obstination à aller au fond des choses, en l'occurrence abstenez-vous en. Me suis-je bien fait comprendre ?

- Absolument. Je transmets au parquet en l'état.

- C'est cela, je vous en suis reconnaissant procureur Ramazani et le gouvernement vous remercie pour votre zèle. Je ne vous retiens pas davantage, bonne journée.

- Au revoir, mes hommages au ministre.

Putain de bordel de merde pense Ramazani dans sa voiture en rentrant chez lui. Qu'est-ce qu'ils cachent de pas propre, là-haut. Faut que je fasse profil bas, Soppi avait raison.

Un mois plus tard Ramazani profite d'une réception donnée à l'ambassade de France à l'occasion d'un change-

ment de locataire, pour glisser subrepticement un billet manuscrit à un journaliste de Jeune Afrique, par lequel il lui donne rendez-vous dans un débit de boissons de la banlieue de la capitale.

- Monsieur Ramazani, vous m'avez intrigué.

- J'en suis ravi, je lis vos papiers toujours avec intérêt. Je crois que vous aimez bien creuser profond pour chercher ce qui se cache.

- Effectivement, c'est un gros défaut.

- Voilà, je vous donne le dossier complet de l'instruction que j'ai mené sur le meurtre du gendarme Boni. J'avais demandé un complément d'enquête, mais sous la pression j'ai dû laisser tomber. L'agence Bon Voyage est gérée par son PDG, Ozambang. En réalité l'actionnaire principal est Nkongo, le ministre des transports qui détient la majorité des actions. C'est le principal homme de main de Ozambang qui a commis le crime, lui n'est pas près de sortir de prison et son copain Orlando non plus. Mais le troisième larron Marc, a été laissé en liberté, je crois qu'il va remplacer Orlando dans ses activités frauduleuses au profit de Ozambang.

Je ne sais pas dans quoi ils œuvrent, mais c'est sans doute lucratif pour Nkongo, pour qu'il ait usé de son pouvoir afin de me faire boucler l'affaire au plus vite, en évitant toutes recherches complémentaires.

- Waouh ! C'est du lourd.

- C'est pour cela que l'on se rencontre ici, personne ne sera au courant de notre entrevue.

- Je ne vous promets rien, je vais en parler au rédacteur en chef, s'il me donne le feu vert, je me mets au boulot au plus tôt. J'aimerais pour notre sécurité à tous deux que

nous ne nous revoyons pas. Si mon chef refuse le sujet, je prendrai sur mon temps libre, en tout cas, vous saurez le fin mot d'une façon ou d'une autre.

Six mois plus tard le gouvernement tombe, les ministres démissionnent en cascade. Le président annonce des élections législatives anticipées.

Tout cela à cause d'un article paru sur WEBHEBDO et repris par la presse internationale.

Comment une bagarre de rue débouche sur un scandale d'état Par Rachid Ben Saïd.

Le mercredi 6 juillet 2022, suite à une altercation, le maréchal des logis Doni Mascaro décède sous les coups d'un employé de la société « Bon Voyage ».

Le commandant de gendarmerie Soppi qui a mené l'enquête, menacé par sa hiérarchie quitte le pays. Le procureur en charge du dossier bâcle l'instruction sous la pression du ministre de la justice. Nous savons depuis longtemps que les anciennes colonies européennes qui ont accédé à l'indépendance dans les années 1960 sont sujettes à la prévarication.

J'ai mené pendant plusieurs mois une enquête approfondie dans la plus totale discrétion, je remercie les personnes qui m'ont aidé à démêler l'écheveau d'une organisation que l'on peut qualifier de mafieuse.

« Bon Voyage » est la plus importante entreprise de transport routier du pays, c'est une société par actions, dont 51 % sont détenus par Monsieur Nkongo, ministre des transports, 10 % par le Premier ministre, 10 % par

son collègue ministre de la justice, 10 % par le ministre du développement rural, 10 % par le général Malongo directeur général de la sécurité du territoire, 4 % par un conseiller de l'ambassade de France et 5 % par son PDG Monsieur Ozambang.

Les trois quarts de son activité concernent le transport de voyageur. Cette compagnie déclare chaque année au fisc des sommes cinq fois plus importantes que la totalité des titres de transport vendus. D'où vient cette manne ?

La cheville ouvrière si on peut employer cet euphémisme est Monsieur Ozambang. Grâce au maillage du pays par les diverses agences de l'entreprise il dispose dans chacune d'elles d'hommes de main dévolus au racket des commerçants, et au contrôle de la prostitution.

Les souteneurs et mères maquereilles payent à Bon Voyage un tribut pour exercer leur coupable activité. La police et la gendarmerie ferment les yeux moyennant quelque bakchich. Les sommes récoltées sont purement et simplement intégrées au chiffre d'affaires de la compagnie, et ainsi totalement blanchie. Cette disposition fonctionne depuis de nombreuses années, et sans les soupçons du commandant Soppi, elle n'aurait sans doute pas été démasquée. Ma collègue journaliste Martine Zogana, assassinée en janvier dernier, travaillait sur une affaire similaire impliquant directement le chef de l'État, dans le racket des ONG présent sur le territoire

national, et le détournement de fonds d'aides au développement.

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.